

L'euro

Introduction

L'euro, qui devait assurer la richesse de l'Union européenne et souder ses États membres, rime désormais avec crise, divergences et travailleurs pauvres. Toute la question est de savoir si la monnaie unique est un bouclier ou un piège pour les pays embarqués dans cette aventure.

L'euro

Peser dans la mondialisation

L'euro est l'un des outils de la construction européenne. Son but est de rendre l'Union européenne plus prospère et plus influente, car on est toujours plus fort à plusieurs que seul.

L'euro

Une croissance ralentit

Depuis l'euro, la croissance économique des États membres s'est ralentie par rapport aux décennies précédentes, creusant l'écart entre la vitesse de la croissance économique de la zone euro et les autres pays.

L'euro

Dépendance néfaste

Les États de la zone ont renoncé à une part de leur souveraineté : la monnaie. Avant, en cas de crise, ils pouvaient dévaluer (en baissant la valeur de la monnaie, les prix des importations augmentent et ceux des exportations baissent).

L'euro

Approfondir l'intégration

Chaque État membre participe aux décisions de la politique monétaire commune. Cela favorise donc l'intégration de tous les pays de la zone.

L'euro

Un marché intérieur fort

L'un des premiers objectifs de l'euro et de développer la cohésion des politiques économiques des membres de la zone en favorisant leurs échanges grâce à l'abolition des fluctuations des monnaies.

L'euro

Dumping social et fiscal

L'euro a accentué les divergences entre les États membres. Chacun a essayé de tirer son épingle du jeu : la concurrence fiscale et sociale s'est creusée. L'Irlande limite ainsi les taxes sur les sociétés à 12,5 % pour attirer les entreprises, soit trois fois moins que la France.

L'euro

Contrecarrer le dollar

L'euro est un succès technique : il est très utilisé dans les transactions financières (notamment sur le marché des obligations).

L'euro

Le dollar maître du jeu

L'euro n'a pas réussi à s'imposer comme une grande monnaie capable de concurrencer le dollar. Un quart du commerce mondial est facturé en euros dont l'essentiel correspond au commerce intra-européen.

L'euro

Un bouclier

Lors des crises financières de 2001-2003 et 2007-2009, l'euro a incontestablement protégé les pays membres de la volatilité des marchés mondiaux et la Banque centrale européenne (BCE) a assuré la liquidité des marchés financiers de la zone.

L'euro

Un frein

Ce « bouclier » coûte très cher aux États membres (un demi-point de croissance par an pour la France). De plus, les pays très frappés par la crise disposent uniquement de leur politique budgétaire pour relancer leur économie, la politique monétaire n'est en plus de leur ressort.

L'euro

Fin de l'UE

Si l'euro venait à disparaître, ce serait la fin de l'Union européenne, comme le prévoit le traité de Lisbonne, ratifié en 2009.

L'euro

Retour du SME ?

Dix pays font partie de l'Union européenne sans faire partie de la zone euro, preuve que la première peut continuer à vivre sans la seconde. Avant la création de l'euro, il existait une coopération monétaire au sein du Système monétaire européen (SME) qui fonctionnait très bien. Il consistait en un simple accord entre banques centrales des pays membres de l'UE.

L'euro

Un appui

Les prêts accordés par l'Union européenne à la Grèce, depuis le début de sa crise, prouvent l'efficacité de cette alliance.

L'euro

Un aveuglement

La Grèce est insolvable et ne pourra pas rembourser les sommes prêtées. De nouvelles crises vont inévitablement surgir (Espagne, Irlande, Portugal, Italie, France ?) car seule l'Allemagne a des comptes positifs aujourd'hui.

L'euro

Une fin impensable

Le scénario d'un retour au franc est impensable, tant au niveau pratique qu'au niveau des conséquences.

L'euro

Une fin envisageable

Tout a été prévu pour que chaque pays puisse reprendre, si besoin, son indépendance monétaire sans trop de heurts (une face nationale sur chaque pièce, une lettre spécifique sur chaque billet, banque centrale de chaque pays préservée avec ses instances de décision...).

L'euro

Des avantages évidents

L'euro a permis au pays pauvres de la zone euro, comment aux riches, de "s'enrichir" parce que l'épargne des uns peut se placer chez les autres, en toute sécurité. Par exemple, les Allemands ont investi au Portugal sans pâtir du risque de change.

L'euro

Une bulle prête à exploser

Le développement rapide des pays comme l'Espagne est en grande partie une illusion puisqu'ils se sont en fait endetté grâce à un euro bon marché. Quand la crise a explosé, en 2007, ils ont été les premières victimes.

L'euro

Statistiques

2,4 % dans les années 1980,

2,2 % dans les années 1990,

1,1 % entre 2001 et 2009 (décennies de l'euro) : c'est la croissance économique annuelle moyenne dans les pays de la zone euro selon les données de la Banque centrale européenne. Un ralentissement semblable ne s'est pas produit ailleurs dans le monde.

L'euro

Le Traité de Maastricht

L'euro a été institué par le traité de Maastricht en 1992. L'ensemble des États membres l'ont signé, pariant ainsi que les avantages l'emporteraient sur les inconvénients. Pourtant, dès l'origine, il apparaissait difficile d'imposer la même politique monétaire à des économies aussi différentes sans imposer en même temps une union politique ou, tout au moins, une union fiscale et sociale. Tout simplement car les États non pas les mêmes besoins : l'Allemagne préfère un euro fort (qui ne gêne pas ses exportations et lui permet d'acheter à bon prix les biens pour son industrie et ses consommateurs), tandis que les PIIGS (Portugal, Irlande, Italie, Grèce et Espagne) auraient besoin d'une forte dépréciation pour relancer la croissance, compte tenu de leurs importants déficits extérieurs.

L'euro

La crise grecque

Octobre 2009, à la suite des élections législatives, le socialiste Georges Papandréou arrive au pouvoir et découvre que les chiffres des comptes publics ont été falsifiés par l'ancien gouvernement. Le déficit se lève à 12,9 % et la dette publique à 115 % du PIB, alors que la limite fixée par l'Union européenne est de 3 %. C'est cette révélation qui aurait déclenché la crise. La journaliste économique Myret Zaki n'est pas de cet avis. S'appuyant sur les révélations du Wall Street Journal, elle affirme que ce sont cinq dirigeants de hedge funds (fonds spéculatifs) qui ont coulé la Grèce en décidant de parier massivement à la baisse sur la dette souveraine du pays. La Grèce était certes très endettée, mais sa situation n'était pas pire que celle de plusieurs autres États de la zone euro.